



**PREFECTURE
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°78-2023-387

PUBLIÉ LE 5 DÉCEMBRE 2023

Sommaire

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports /

78-2023-12-05-00001 - Demande de dérogation pour la capture d'espèces protégées dans le cadre d'un projet d'aménagement (5 pages) Page 3

Maison d'arrêt de Versailles / Ressources humaines

78-2023-12-04-00009 - Délégation en matière disciplinaire (3 pages) Page 9

Préfecture des Yvelines / Cabinet

78-2023-12-05-00004 - Arrêté portant approbation du renouvellement de la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines (14 pages) Page 13

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-12-05-00001

Demande de dérogation pour la capture
d'espèces protégées dans le cadre d'un projet
d'aménagement



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

ARRÊTÉ n° 2023 DRIEAT-IF/155

**Portant dérogation à l'interdiction de perturber intentionnellement, capturer, et détruire des
spécimens d'espèces animales protégées accordée au Laboratoire d'Eco-entomologie
d'Orléans (LEE)**

LE PRÉFET DES YVELINES,

Officier de la Légion d'Honneur,

Commandeur de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 et suivants ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France pour le compte du préfet des Yvelines ;

Vu la décision DRIEAT-IDF n° 2023 0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature de Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

Vu la demande présentée en date du 09 octobre 2023 par Jean-David CHAPELIN-VISCARDI, Eco-Entomologiste / Responsable du Laboratoire d'Eco-entomologie d'Orléans ;

Vu l'avis favorable sous condition du 13 novembre 2023 du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que la dérogation vise l'acquisition de connaissances sur ces espèces afin de les préserver dans le cadre d'étude, de sauvegarde et de mise en valeur des richesses naturelles des départements concernés ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes pour permettre l'acquisition de connaissances sur ces espèces ;

Sur proposition de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre de la réalisation d'un inventaire et d'une expertise des Hyménoptères de la friche industrielle du site EDF de Porcheville, les personnes désignées ci-après sont autorisées à PERTURBER INTENTIONNELLEMENT, CAPTURER, et DÉTRUIRE les spécimens des espèces animales désignées à l'article 2, dans les conditions définies aux articles 3 à 10.

- Jean-David Chapelin-Viscardi, Directeur, chargé d'études éco-entomologiques
- Erwann Marhic, Chargé d'études éco-entomologiques
- Romain Ledet, Chargé d'études éco-entomologiques
- Les stagiaires encadrés par les personnes habilitées, dont les noms seront transmis à la DRIEAT avant les opérations.

Article 2 : Objet de la dérogation

Ces opérations de perturbation intentionnellement, capture, et destruction visent les espèces protégées d'insectes ci-dessous, selon l'objectif de collecte à 25 individus adultes de Bourdons maximum :

- Le Bourdon des sables, *Bombus veteranus*
- Le Bourdon du Trèfle, *Bombus subterraneus*
- Le Bourdon des friches, *Bombus ruderatus*
- Le Bourdon forestier, *Bombus sylvarum*
- Le Bourdon variable, *Bombus humilis*

- Le Bourdon rural, *Bombus cullumanus*
- Le Bourdon des clairières, *Bombus distinguendus*

La dérogation est valable pour la période s'étalant du **1^{er} janvier 2024 au 31 mai 2024**.

Article 3 : Localisation

Les opérations seront menées sur le site EDF de Porcheville, dans le cadre du projet de transformation d'une des friches industrielles du site d'EDF en parc photovoltaïque. Cette expertise s'inscrit dans le diagnostic écologique porté par le bureau d'études Écosphère.

Article 4 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celle relative aux espèces protégées.

Article 5 : Modalités d'intervention

Les inventaires se feront par des prospections actives (captures au filet), et des captures non intentionnelles par cuvettes jaunes (pièges). Afin d'éviter tout impact significatif sur les communautés de Bourdons, les reines fondatrices ne seront pas prélevées.

Compte-tenu de la rareté des espèces protégées, si une espèce protégée risquait d'être capturée en trop grand nombre, les spécimens excédentaires seraient directement relâchés après capture dans le filet.

Afin de rendre une expertise solide, le LEE prendra en compte la fonctionnalité écologique initiale du site (état zéro), et l'ensemble des espèces de bourdons, (pas uniquement les espèces protégées) ; il est recommandé de faire au moins deux passages (un en mars-avril selon la météo, et un second en seconde quinzaine de mai) ;

Article 6 : Mesures d'accompagnement

Tout stagiaire susceptible de capturer des espèces protégées suivra d'abord une formation sur la capture et la manipulation des spécimens.

Les stagiaires seront aussi formés à la reconnaissance des espèces protégées en amont, afin d'adapter leur pression de collecte en fonction des données déjà obtenues.

Article 7 : Modalité de compte-rendu des interventions

Un rapport annuel rendant compte des captures de bourdons réalisées chaque année devra être fourni à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, au département faune et flore sauvages du Service nature et paysages :

- 12, Cours Louis Lumière CS 70027, 94 307 Vincennes Cedex
- especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr

Ce rapport est attendu au minimum, sous la forme d'une pièce-jointe en version électronique (inférieure à 10 Mo), si possible en envoyant également une version papier, en prenant soin de rappeler dans cette correspondance le numéro ou titre du présent arrêté (faire figurer le numéro du présent arrêté et l'expression "suivis espèces protégées" dans l'objet du courrier électronique).

Par ailleurs, dans le cadre du Système d'Information Nature Paysages, le pétitionnaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et de conservation du patrimoine naturel par la saisie ou la transmission de données naturalistes sur la plateforme GeoNat'ÎdF.

Article 8 : Voie et délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité, dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) dans le même délai de deux mois, qui proroge le délai de recours contentieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté peut entraîner des sanctions administratives ou pénales en application des articles L.415-1 à L.415-5 du code de l'environnement.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le préfet des Yvelines et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

À Vincennes, le 01/12/2023

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports
d'Île-de-France,
L'adjoint au chef du département faune et flore sauvages

Jean-François VOISIN

Maison d'arrêt de Versailles

78-2023-12-04-00009

Délégation en matière disciplinaire



Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris

Maison d'arrêt de Versailles

A Versailles,

Le 4 décembre 2023

Arrêté portant délégation permanente de signature et de compétence aux fins d'exercer les compétences décrites dans le tableau ci-après, les fonctionnaires suivants

Vu le code pénitentiaire notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-19 ; R. 234-23 ; R. 234-14 ; R. 234-2 ; R. 234-41

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 09 mai 2018 nommant Monsieur ABDELLI Kamal en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Versailles ;

Monsieur ABDELLI Kamal, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Versailles ;

ARRETE :

Compétence concernée	Agent ayant reçu délégation
Placer les personnes détenues, à titre préventif, en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire	<ul style="list-style-type: none">▪ Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement▪ Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention▪ Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention▪ Olivier DELBENDE, Capitaine, responsable du QSL et de la sécurité▪ Nicolas GAJEWSKI, Lieutenant, chef de bâtiment MAF▪ Mouhamadi CHANFI, 1^{er} surveillant▪ Freydia DONAVIN, 1^{ère} surveillante▪ Grégory EMANUEL, 1^{er} surveillant▪ Monique HOARAU, 1^{ère} surveillante▪ Dominique MARTIN, 1^{ère} surveillante▪ Denis ROSEAUX, 1^{er} surveillant▪ Christophe SPANNAGEL, 1^{er} surveillant

<p>Suspendre, à titre préventif, l'exercice de l'activité professionnelle d'une personne détenue</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement ▪ Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention ▪ Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention ▪ Olivier DELBENDE, Capitaine, responsable du QSL et de la sécurité ▪ Nicolas GAJEWSKI, Lieutenant, chef de bâtiment MAF ▪
<p>Engager des poursuites disciplinaires à l'encontre des personnes détenues</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement ▪ Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention ▪ Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention ▪ Olivier DELBENDE, Capitaine, responsable du QSL et de la sécurité ▪ Nicolas GAJEWSKI, Lieutenant, chef de bâtiment MAF
<p>Présider la commission de discipline</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement ▪ Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention ▪ Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention ▪ Olivier DELBENDE, Capitaine, responsable du QSL et de la sécurité
<p>Dispenser les personnes détenues d'exécuter les sanctions prononcées en commission de discipline</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement ▪ Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention ▪ Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention

Suspendre ou fractionner l'exécution des sanctions prononcées en commission de discipline

- Christelle DELOZE, Chef des Services pénitentiaires, adjointe au Chef d'établissement
- Myriam RIFFI, Commandant, Cheffe de détention
- Jean-Michel SEMINOR, Capitaine, adjoint à la cheffe de détention

Le chef d'établissement,
Kamal ABDELLI



Monsieur Kamal ABDELLI
Chef d'Etablissement
de la maison d'Arrêt de Versailles

Préfecture des Yvelines

78-2023-12-05-00004

Arrêté portant approbation du renouvellement
de la convention constitutive du conseil
départemental de l'accès au droit des Yvelines



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

**Arrêté
portant approbation du renouvellement de la convention constitutive
du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines**

Le préfet des Yvelines

Le premier président de la cour d'appel de
Versailles

Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée relative à l'aide juridique ;
Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
Vu la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits ;
Vu le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 et relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit ;
Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 modifiée de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 modifié relatif aux groupements d'intérêt public ;
Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;
Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 modifiée de modernisation de la justice du XXI^e siècle ;
Vu le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique ;
Vu le décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles ;
Vu le décret n° 2017-61 du 23 janvier 2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant suppression du contrôle économique et financier de l'État sur des groupements d'intérêt public ;
Vu le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique ;
Vu les arrêtés du 22 mars 2018 et du 16 juillet 2018 portant délégation du pouvoir d'approbation des conventions constitutives des groupements d'intérêt public « conseils départementaux de l'accès au droit » et « conseils de l'accès au droit » ;
Vu l'ordonnance 2016-728 du 2 juin 2016, prise en application de la loi « Macron » du 6 août 2015 qui vise à créer la profession de commissaire de justice ;

Vu l'ordonnance n° 2019-964 du 18 décembre 2019 modifiée prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice ;

Vu le décret n° 2019-1363 du 16 décembre 2019 relatif à la déconcentration de décisions en matière de groupement d'intérêt public.

Vu la convention initiale portant création du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines (CDAD des Yvelines) en date du 01 août 2001 (approuvée le 8 octobre 2021), convention renouvelée le 13 septembre 2011 (approuvée le 29 novembre 2011) puis le 27 septembre 2013 (approuvée le 5 novembre 2013 et publiée le 10 décembre 2013), dont le premier avenant a été pris le 28 novembre 2018 (approuvé le 28 novembre 2018 et publié le 18 janvier 2019) ;

Vu la décision prise le 16 octobre 2023 par l'assemblée générale du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines ;

Arrêtent

Article 1^{er} :

Le renouvellement de la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines est approuvé ce jour.

Le groupement d'intérêt public est renouvelé pour une durée de dix ans à compter de la date de publication légale de ladite décision d'approbation au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Sa comptabilité sera tenue selon les règles de la gestion publique.

Il réunira les membres de droit suivants :

- L'État, représenté par le Préfet du département des Yvelines, par le président du tribunal judiciaire de Versailles et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- Le département des Yvelines, représenté par le président du Conseil départemental ;
- L'association départementale des maires des Yvelines – Union des Maires des Yvelines, représentée par son président ;
- L'ordre des avocats du barreau de Versailles, représenté par son bâtonnier ;
- La caisse des règlements pécuniaires du barreau de Versailles, représentée par son président ;
- La chambre régionale des commissaires de justice du ressort de la cour d'appel de Versailles, représentée par son président ;
- La chambre interdépartementale des notaires de Versailles, représentée par son président ;
- Et l'association Union Départementale des Associations Familiales des Yvelines (UDAF 78), représentée par son président ;

Il réunira les membres qualifiés suivants :

- la région Île-de-France représentée par le président du Conseil régional,
- la direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) des Yvelines,
- la direction des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) des Yvelines,
- l'association Centre d'information sur les droits des femmes et des familles des Yvelines, (CIDFF 78),
- l'association Développement Ignymontain de Rencontres et d'Entraide (DIRE),

- l'association France victimes 78,
- l'association APME MEDIATION,
- l'association Centre Yvelines Médiation (CYM).

Article 2 :

Le préfet des Yvelines et le premier président de la cour d'appel de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Yvelines.

Fait à Versailles, le 05 DEC. 2023

Le préfet des Yvelines

Jean-Jacques BROT

Le premier président de la cour d'appel de
Versailles

Jean-François BEYNEL



RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT DES YVELINES

Préambule :

La présente convention fait suite à celle signée le 27 septembre 2013 approuvée le 5 novembre 2013 et publiée le 10 décembre 2013 (ainsi qu'à l'avenant signé le 28 novembre 2018), qui a renouvelé pour 10 ans le Groupement d'Intérêt Public – Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Yvelines (CDAD 78) -, créé le 1^{er} août 2001 et a pour objet de proroger à nouveau son existence.

Un groupement d'intérêt public est constitué entre :

- L'État, représenté par le Préfet du département des Yvelines, par le président du tribunal judiciaire de Versailles et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental;
- L'association départementale des maires des Yvelines - Union des Maires des Yvelines -, représentée par son président ;
- L'ordre des avocats du barreau de Versailles, représenté par son bâtonnier ;
- La caisse des règlements pécuniaires du barreau de Versailles, représentée par son président ;
- La chambre régionale des commissaires de justice du ressort de la cour d'appel de Versailles, représentée par son président ;
- La chambre interdépartementale des notaires de Versailles, représentée par son président ;
- Et l'association Union Départementale des Associations Familiales des Yvelines (UDAF 78), représentée par son président.

Ce groupement est régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, ainsi que par l'ordonnance n° 2019-964 du 18 décembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, et par le décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles, le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, modifié par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, complété par la circulaire du 18 avril 2012 d'application aux conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) du décret

n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, ainsi que le décret n° 2019-1363 du 16 décembre 2019 relatif à la déconcentration de décisions en matière de groupement d'intérêt public, l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public, l'arrêté du 19 avril 2017 portant suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur des groupements d'intérêt public, les arrêtés du 22 mars 2018 et du 16 juillet 2018 portant délégation du pouvoir d'approbation des conventions constitutives des groupements d'intérêt public « conseils départementaux de l'accès au droit » et « conseils de l'accès au droit », par l'ordonnance 2016-728 du 2 juin 2016, prise en application de la loi « Macron » du 6 août 2015 qui vise à créer la profession de commissaire de justice et ainsi que la présente convention.

Article 1er – Personnalité morale

Le groupement d'intérêt public jouit de la personnalité morale à compter de la publication de la décision approuvant cette convention.

Il s'agit d'une personne morale de droit public.

Article 1^{er} bis – Dénomination

Le groupement d'intérêt public est dénommé « conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines ».

Article 2 – Objet du groupement

Le conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines a pour objet l'aide à l'accès au droit au sein du département des Yvelines.

Il est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées. Il est saisi, pour information, de tout projet d'action préalablement à sa mise en œuvre et, pour avis, de toute demande de concours financier de l'Etat préalablement à son attribution.

Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours. Il peut participer au financement des actions poursuivies.

Il participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends.

Il peut développer des actions communes avec d'autres conseils départementaux de l'accès au droit ou conseils de l'accès au droit.

Il établit chaque année un rapport d'activité.

Article 3 – Sièges

Le siège du groupement est fixé au siège du tribunal judiciaire de Versailles.

Article 4 – Durée

Le groupement est constitué pour une durée de 10 années, à compter de la publication de la présente convention.

Article 5 – Adhésion, exclusion, retrait

Adhésion - Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres au titre de l'article 55 dernier alinéa de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998, par décision de l'assemblée générale.

Exclusion – L'exclusion d'un membre, autre qu'un membre de droit mentionné à l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, peut être prononcée, par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

Retrait – En cours d'exécution du contrat, tout membre autre que de droit peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice et que les modalités financières et autres aient reçu l'accord de l'assemblée. L'application des dispositions du présent article est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Article 6 – Capital

Le groupement est constitué sans capital.

Article 7 – Ressources du groupement d'intérêt public

Les ressources du GIP comprennent :

- les contributions financières de ses membres ;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres ;
- la mise à disposition de locaux ;
- la mise à disposition d'équipements et de matériels qui restent la propriété du membre ;
- les subventions ;
- toute autres forme de contribution au fonctionnement du groupement, dont la valeur est appréciée d'un commun accord ;
- les dons et les legs.

La nature, les modalités et les montants des contributions des membres sont définis lors de la constitution ou du renouvellement du groupement et figurent en annexe à la présente convention.

Cette annexe financière est signée par les membres de droit du groupement et se renouvelle par tacite reconduction.

Ces modalités peuvent être réactualisées chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget. A cet égard, l'évaluation des apports en nature permettra le cas échéant de fixer la participation des membres ayant opté pour ce mode de participation.

Les membres du groupement sont tenus des dettes de ce dernier à proportion de leur contribution qu'elle qu'en soit la forme.

Article 8 – Mise à disposition de personnels par les membres du groupement

Les personnels mis à la disposition du groupement par les membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs traitements ou salaires, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés toutefois sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil d'administration du groupement.

Ces personnels seront réintégrés dans leur corps ou organisme d'origine :

- Par décision du conseil d'administration sur proposition de son président ;
- A la demande du corps ou organisme d'origine ;
- Dans le cas où cet organisme se retire du groupement.

Les matériels mis à disposition du groupement par un membre restent la propriété de celui-ci.

Article 9 – Mise à disposition de fonctionnaires et d'agents des collectivités publiques

Des agents relevant de l'État, des collectivités territoriales ou des établissements publics peuvent être mis à disposition conformément à leurs statuts et aux règles de la fonction publique, notamment celles de la loi n° 2007-148 (articles 10-1 et 14) du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique.

Article 10 – Recrutement direct

A titre subsidiaire et dans le cas où les membres du groupement ne peuvent mettre à la disposition de ce dernier les agents ayant les compétences nécessaires pour l'exercice de ses activités, le conseil d'administration, conformément aux règles établies à l'article 18, peut autoriser leur recrutement direct.

Article 11 – Propriété des équipements

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au groupement. En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 23.

Article 12 – Budget

Le budget, approuvé chaque année par le conseil d'administration, inclut les opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice et qui ne sont pas prises en charge directement par les membres du groupement.

Il fixe le montant des crédits destinés au fonctionnement du groupement et à la réalisation du programme d'actions d'aide à l'accès au droit.

Article 13 – Gestion

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes sera reporté sur l'exercice suivant.

Article 14 – Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public par un agent comptable nommé par le ministre chargé du budget sur proposition du directeur départemental des finances publiques. L'agent comptable assiste aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement avec voix consultative. Avant ces séances les documents transmis aux membres lui sont communiqués dans les mêmes délais.

Les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et à la comptabilité publique des établissements publics nationaux à caractères administratif sont applicables.

Article 15 – Contrôle économique et financier de l'Etat

Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

Article 16 – Commissaire du Gouvernement

Le commissaire du Gouvernement auprès du conseil départemental de l'accès au droit est le magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près de cette cour, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991. Il assiste avec voix consultative aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement.

Il exerce sa fonction conformément aux dispositions des articles 2 et 5 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012.

Article 17 – Assemblée générale

L'assemblée générale du groupement est composée de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre participe au fonctionnement du groupement (en nature ou en numéraire).

En application des dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998 les membres de droit sont :

- L'Etat : trois voix (soit une pour le préfet du département des Yvelines, le président du tribunal judiciaire de Versailles et le procureur de la République près ledit tribunal) ;
- Le département des Yvelines : une voix ;
- L'ordre des avocats du barreau de Versailles : une voix ;
- La caisse des règlements pécuniaires des avocats de ce barreau : une voix ;
- La chambre interdépartementale des notaires de Versailles : une voix ;
- La chambre régionale des commissaires de justice du ressort de la cour d'appel de Versailles : une voix ;
- L'association départementale des maires des Yvelines : une voix ;
- L'association Union Départementale des Associations Familiales des Yvelines (association œuvrant dans le domaine de l'accès au droit, de l'aide aux victimes, de la conciliation ou de la médiation) : une voix.

En application des dispositions de l'article 56 de cette loi, l'assemblée générale comprend les personnes physiques ou morales qualifiées appelées à siéger avec voix consultative suivantes :

- la région Ile de France représentée par le président du conseil régional,
- la direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) des Yvelines,
- la direction des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) des Yvelines,
- l'association Centre d'information sur les droits des femmes et des familles des Yvelines, (CIDFF 78),
- l'association Développement Ignymontain de Rencontres et d'Entraide (DIRE),
- l'association France victimes 78,
- l'association APME MEDIATION,
- l'association Centre Yvelines Médiation (CYM).

Les assemblées générales sont convoquées par lettre recommandée ou par courrier électronique, quinze jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion. Chaque membre peut donner mandat à un autre membre pour le représenter dans la limite de deux mandats par membre.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du groupement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président parmi les autres membres représentants de l'Etat.

L'assemblée générale délibère sur :

- a) Les propositions relatives aux programmes d'actions, aux budgets et à la fixation des participations respectives des membres ;
- b) L'approbation des comptes de chaque exercice ;
- c) Toute modification de l'acte constitutif ;
- d) L'admission de nouveaux membres ;
- e) L'exclusion d'un membre autre qu'un membre de droit ;
- f) Les modalités financières et autres du retrait d'un membre autre que de droit.

L'assemblée générale se réunit au minimum une fois par an ou peut-être réunie à la demande du quart au moins des membres du groupement.

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée dans les quinze jours et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions de modification, de renouvellement de la convention ou de dissolution anticipée visées au paragraphe c) ne peuvent être prises que par l'assemblée générale.

Les décisions ou avis sont pris à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions visées aux paragraphes d) et e) sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés étant observé que les décisions visées au paragraphe e) ne seront valablement prises qu'hors la présence des représentants ou abstraction faite de la voix du membre dont l'exclusion est demandée.

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal de réunion et obligent tous les membres.

Article 18 – Conseil d'administration

Un conseil d'administration, dont la présidence est assurée par le président du conseil départemental de l'accès au droit, administre celui-ci.

Il comprend outre son président et son vice-président, quinze membres au plus.

Sont obligatoirement représentés, au sein du conseil d'administration, l'Etat, le département, les professions judiciaires et juridiques, l'association départementale des maires et la ou les associations mentionnées au 9° de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée.

La convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit fixe, pour chacun de ses membres, les modalités de désignation de leur(s) représentant(s) :

- Au titre des représentants de l'Etat, le préfet du département des Yvelines désigne le ou les fonctionnaires des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat placés sous son autorité ;
- Le ou les représentants du département sont désignés par le conseil départemental ;
- Le ou les représentants des professions judiciaires et juridiques sont désignés par l'organisme professionnel dont ils relèvent ;
- Le ou les représentants de l'association départementale des maires et le ou les représentants de la ou les associations mentionnées au 9° de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 précitée sont désignés par l'organe délibérant de leur association.

Ainsi, le conseil d'administration est composé de :

Au titre des représentants de l'État, trois membres avec une voix délibérative chacun :

- le Préfet du département des Yvelines, ou son représentant,
- le président du conseil départemental d'accès au droit,
- le vice-président du conseil départemental de l'accès au droit des Yvelines.

Au titre des représentants des autres membres, sept membres avec une voix délibérative chacun :

- le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, ou son représentant ,
- l'association départementale des maires des Yvelines, représentée par son président, ou son représentant,
- l'ordre des avocats du barreau de Versailles, représenté par son bâtonnier, ou son représentant,
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Versailles, représentée par son président, ou son représentant,

- la chambre régionale des commissaires de justice du ressort de la cour d'appel de Versailles, représentée par son président ou son représentant,
- la chambre interdépartementale des notaires de Versailles, représentée par son président, ou son représentant,
- l'association Union Départementale des Associations Familiales des Yvelines (UDAF 78), représentée par son président ou son représentant.

Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du Gouvernement du conseil départemental de l'accès au droit.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

Le conseil d'administration est convoqué par lettre recommandée ou par courrier électronique. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion. Chaque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter dans la limite de deux mandats par administrateur.

Le conseil d'administration prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale.

Il délibère notamment sur :

- a) L'adoption du programme annuel d'activités et du budget correspondant ;
- b) Le budget et la fixation des participations respectives ;
- c) Le fonctionnement du groupement ;
- d) La convocation des assemblées, fixation de l'ordre du jour et des projets de résolution.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur la convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Le conseil d'administration, régulièrement convoqué, délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans les sept jours et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises selon les règles de majorité relative.

La participation des administrateurs du conseil départemental de l'accès au droit aux délibérations leur accordant des subventions ou financement est prohibée. Dans cette hypothèse, les administrateurs concernés par cette prohibition ne doivent prendre part ni à la discussion ni au vote du conseil d'administration, la preuve de ces abstentions peut être apportée par la mention figurant au procès-verbal de la réunion.

Les décisions du conseil d'administration, consignées dans un procès-verbal de réunion, obligent tous les membres.

Article 19 – Président et vice-président du conseil d'administration et du groupement

Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal judiciaire de Versailles qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement du président, cette voix prépondérante est attribuée au vice-président. A défaut, le conseil d'administration est présidé par un représentant de l'Etat.

Dans ses rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans son objet. Il a le pouvoir d'ester en justice et de transiger.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement et a autorité sur son personnel.

Il exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration, dont il préside les séances.

Le président peut déléguer ses compétences au sein du groupement à toute autre personne qu'il désignera.

Article 20 – Règlement intérieur

Le conseil d'administration établit en tant que de besoin un règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement.

Article 21 – Dissolution

Le groupement d'intérêt public est dissous :

- 1° Par l'arrivée du terme de la convention constitutive ;
- 2° Par décision de l'assemblée générale ;
- 3° Par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet.

Article 22 – Liquidation

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale fixe les conditions de rémunération, les attributions et l'étendue des pouvoirs du ou des liquidateurs.

Article 23 – Dévolution des biens

En cas de dissolution prononcée par l'autorité administrative, les biens et droits du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leur contribution.

Article 24 – Conditions suspensives

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative.

La décision d'approbation fait l'objet d'une publication dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n° 2012-91 du 26 janvier relatif aux groupements d'intérêt public au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Versailles, le 27/11/2023 En 10 (dix) exemplaires

Lu et approuvé,

Le Préfet des Yvelines,
Jean-Jacques BROT
Le Préfet délégué
pour l'accès au droit des Yvelines
auprès du Préfet des Yvelines

Pascal COURTADE
Le président du tribunal judiciaire de Versailles,
Bertrand MENAY

Le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles
Maryvonne CALLIBOTTE

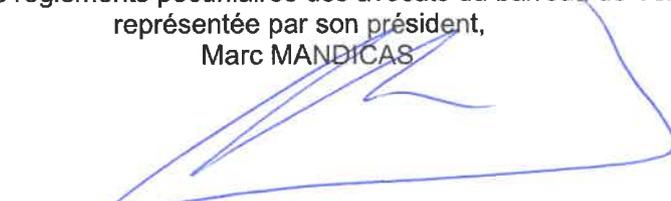
Le conseil départemental représenté par son président,
Pierre BEDIER

L'association Union des maires des Yvelines, représentée par son président,
Pierre FOND

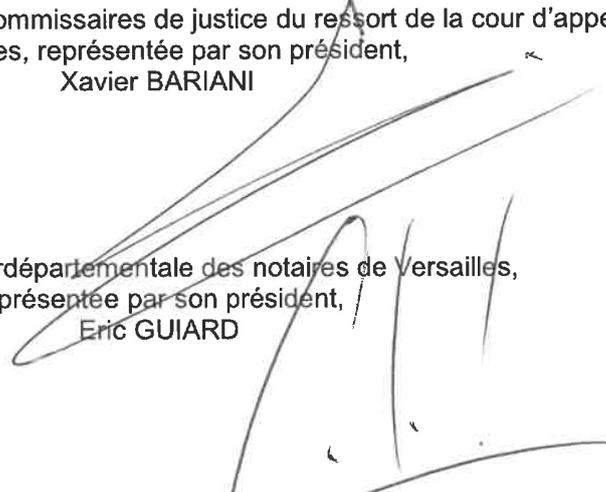
L'ordre des avocats du barreau de Versailles, représenté par son bâtonnier,
Marc MANDICAS



La caisse des règlements pécuniaires des avocats du barreau de Versailles,
représentée par son président,
Marc MANDICAS



La chambre régionale des commissaires de justice du ressort de la cour d'appel de
Versailles, représentée par son président,
Xavier BARIANI



La chambre interdépartementale des notaires de Versailles,
représentée par son président,
Eric GUIARD

L'association Union Départementale des Associations Familiales des Yvelines,
représentée par son président,
Jean-Marc PAVANI

